

Session de La Haye – 1875

Examen de la Déclaration de Bruxelles de 1874

(Rapporteur : M. Gustave Rolin-Jaequemyns)

I. Il est désirable que les lois et coutumes de la guerre soient réglementées par voie de convention, de déclaration ou d'accord quelconque entre les différents Etats civilisés.

II. Une semblable réglementation ne saurait sans doute avoir pour effet la suppression complète des maux et des dangers que la guerre entraîne, mais elle peut les atténuer dans une mesure considérable, soit en déterminant les limites que la conscience juridique des peuples civilisés impose à l'emploi de la force, soit en mettant le faible sous la protection d'un droit positif.

III. Le projet de Déclaration arrêté à Bruxelles, sur l'initiative généreuse de S. M. l'Empereur de Russie, tout en ayant beaucoup d'analogie avec les instructions américaines du président Lincoln, a sur elles le double avantage d'étendre aux relations internationales un règlement fait pour un seul Etat, et de contenir des prescriptions nouvelles, conçues dans un esprit à la fois pratique, humain et progressif.

IV. Mis en regard du droit de la guerre, tel qu'on le trouve exposé dans les ouvrages les plus récents, le projet de Bruxelles est, pour toutes les matières qu'il embrasse et quant au fond, à la hauteur de la science actuelle. - Sans doute, l'élasticité ou le vague de certaines expressions peut donner prise, au point de vue juridique, à une critique rigoureuse ; mais cet inconvénient doit être regardé comme une conséquence inévitable de la nécessité d'obtenir, avant tout, une entente entre les divers Etats, et d'assurer cette entente par des concessions mutuelles. Rien n'empêchera d'ailleurs de réviser la déclaration lorsqu'on se trouvera d'accord sur des améliorations à y introduire, lorsqu'une théorie et une pratique nouvelles auront dissipé les doutes, résolu les controverses, rendu possible le développement de principes dont un accord conclu aujourd'hui ne saurait contenir que le germe.

V. Si l'on examine la manière dont la guerre a été pratiquée jusqu'ici, le projet de Déclaration ouvre la perspective de progrès importants, dont les résultats semblent devoir être d'autant plus durables que l'on s'abstiendra davantage de formuler des vœux utopiques et d'imposer aux armées, au nom d'une philanthropie mal entendue, des exigences incompatibles avec leur sécurité et avec la poursuite des opérations militaires.

VI. Les dispositions du projet de Déclaration relatives à l'occupation du territoire ennemi sont l'application de ce principe vrai : que le seul fait de l'occupation ne confère aucun droit de souveraineté, mais que la cessation de la résistance locale et la retraite du gouvernement national, d'une part, la présence de l'armée envahissante, de l'autre, créent pour celle-ci et pour le gouvernement qu'elle représente un ensemble de droits et d'obligations essentiellement provisoires. Le projet tend surtout, dans cet ordre d'idées, à tracer les limites de ces droits, et à déterminer ces obligations, dictées par la nécessité de maintenir l'ordre social et de protéger la sécurité individuelle et la propriété privée, en l'absence momentanée de tout gouvernement régulier. Les règles tracées à cet égard sont sans doute susceptibles d'améliorations de détail, mais, dès à présent, elles sont au fond plus favorables aux citoyens paisibles et aux propriétés publiques et privées du pays occupé, que la pratique suivie jusqu'ici et que la doctrine de la plupart des auteurs.

VII. Le projet de Déclaration implique une distinction fondée entre trois catégories de personnes, savoir, les combattants réguliers qu'il faut traiter comme tels - les habitants paisibles, qu'il faut protéger dans leurs personnes et dans leurs propriétés, - et les combattants irréguliers qui, méconnaissant les lois de la guerre, ne méritent point d'être traités comme des ennemis loyaux. Cette distinction est fondée sur la manière actuelle d'envisager la guerre, qui se fait entre les Etats et non entre les particuliers. Elle n'entrave en rien la défense nationale la plus énergique par la masse de la population armée. Elle ajoute même à l'efficacité éventuelle de cette défense, en la soumettant à des conditions d'ordre et d'organisation, seules compatibles avec la conduite d'une guerre régulière entre nations civilisées. - Il est nécessaire, dans ce but, d'exiger pour les combattants réguliers, sauf l'exception prévue par l'article 10, un signe distinctif fixe, reconnaissable à distance, et d'ailleurs aisé à se procurer, afin que les armées en marche puissent reconnaître si elles ont devant elles des habitants paisibles qu'il faut protéger, ou des ennemis qu'il faut combattre.

VIII. Les dispositions concernant les réquisitions et contributions sont également en progrès sur la pratique généralement admise dans les guerres antérieures. L'article 42, en particulier, en exigeant que, pour toute réquisition, il soit accordé une indemnité ou délivré un reçu, formule un principe dont l'avenir et une expérience plus humaine développeront les conséquences.

IX. Les représailles sont une exception douloureuse mais inévitable, dans certains cas, au principe général d'équité d'après lequel un innocent ne doit pas souffrir pour un coupable. Du moment où l'on ne peut les prohiber complètement, il serait à désirer que, conformément au projet russe primitif, on les comprît dans la Déclaration, pour avoir l'occasion de les limiter d'après les principes suivants :

1. Leur mode d'exercice et leur étendue ne devraient pas dépasser le degré de l'infraction commise par l'ennemi ;
2. Elles seraient formellement interdites dans le cas où l'infraction dont on a lieu de se plaindre aurait été réparée ;
3. Elles ne pourraient s'exercer qu'avec l'autorisation du commandant en chef ;
4. Elles respecteraient, dans tous les cas, les lois de l'humanité et de la morale.

X. L'Institut, sans vouloir entrer dans l'examen détaillé de tous les articles de la Déclaration, croit pouvoir recommander à l'attention des gouvernements et de leurs délégués, appelés à réviser et à compléter l'œuvre de la Conférence de Bruxelles, les observations et propositions présentées individuellement par divers membres de la Commission, entre autres :

a) Les divers projets de définition de l'occupation guerrière, notamment la définition suivante : "un territoire est considéré comme occupé du moment, aussi longtemps et aussi complètement que l'Etat dont il relève est empêché, par la cessation de la résistance locale, d'y exercer publiquement son autorité souveraine" ;

b) La proposition de dire qu'il est du devoir de l'autorité militaire de notifier le plus tôt possible aux habitants d'un territoire occupé que l'occupation est établie ;

c) La proposition d'appliquer le principe général de la restitution ou des indemnités aux dépôts d'armes et de munitions appartenant à des particuliers du pays occupé, comme à toute autre propriété privée ennemie ;

d) La proposition d'ajouter à l'énumération des moyens de guerre interdits, la destruction ou le ravage, par voie d'inondation, d'incendie, etc. - dans un but momentané de guerre, d'une partie considérable du territoire ou des productions durables du sol ennemi ;

e) La proposition de prendre des mesures pour assurer le caractère sérieux et régulier des quittances ou reçus délivrés aux habitants du pays occupé, dont on exige des prestations ou services, des contributions ou des réquisitions ;

f) Le vœu que les différentes Puissances fassent entrer les règles du droit international dans l'instruction de leurs armées.

XI. L'Institut adhère aux vœux suivants formulés dans le sein de la Conférence de Bruxelles :

1. Par M. le général Arnaudeau, en faveur d'une entente entre les Puissances, pour établir la concordance des modes de répression actuellement prescrits par leurs codes militaires, et pour rechercher les bases d'un accord, en vue d'unifier les pénalités applicables aux crimes, délits et contraventions commis en violation du droit international (*droit pénal de la guerre*) ;

2. Par MM. le baron Blanc et le colonel comte Lanza, afin que toutes les parties des règlements militaires intéressant les rapports des belligérants entre eux, soient, par une entente des gouvernements, soumises à un travail d'unification ;

3. Par M. le colonel Brun, de sanctionner la disposition suivante : "Après un combat, les belligérants sont tenus de communiquer à la partie adverse la liste des morts tombés en leur pouvoir. Pour rendre cette mesure plus facile, il serait désirable que chaque soldat fût muni d'une marque indiquant son numéro (son nom ?) et le nom de son régiment, ainsi que le numéro de sa compagnie".

*

(30 août 1875)